

PV Conseil Participatif Good Food 26.01.21

Présents : Anne Reul (Fevia); Arnaud Vanderbeck (Ecores); Brigitte Grisar (Fédération Des Services Sociaux); Bruno Vankelegom (FBPSanté); Carol Clara (21solutions); Eléonore Barrelet (Agroecolgy In Action); Gabriele Annicchiarico (BoerenBruxselPaysans); Isabelle de Visscher (cabinet Clerfayt); Jan Velghe (BV OECO - AB REOC); Jeremy Paillet (Fédération bruxelloise des professionnel-le-s de l'agriculture urbaine); Joelle Van Bambeke (Bruxelles Environnement); Katrien Vanhoutte (Steunpunt Korte Keten); Kurt Clusters (Bruxelles Environnement); Sébastien Kennes (Rencontre des Continents); Philippe Mertens (Brulocalis); Rob Renaerts (Réseau des Acteurs Bruxellois pour l'Alimentation Durable); Sabine Solvyns (Bruxelles Economie et Emploi); Stéphanie Gautier (cabinet Maron).

Excusé : Sami Hemdane (COMEOS) – a transmis des réactions par mail

Absents : BECI, Cabinet Trache, Fed. HORECA

PWT: https://goodfood.brussels/sites/default/files/inline-files/GF_CP_26janv2021%20%282%29.pdf

1. Encadrement du processus de la nouvelle stratégie et animation des réunions - cf. slides 3 à 6

Présentation du consortium d'appui au processus de co-construction Good Food 2.0 - Stratégie et animation.

2. Implication des membres (point de discussion et validation) – cf. slides 7 à 8

Proposition d'adoption comme membre de la nouvelle Fédération bruxelloise des professionnel-le-s de l'agriculture urbaine (remplaçant de BBP)

La Fédération bruxelloise des professionnel-le-s de l'agriculture urbaine remplace BoerenBruxselPaysans en tant que membre du Conseil participatif Good Food, après validation des membres du Conseil.

RDC explique qu'ils ne sont pas une fédération. Le secteur de la sensibilisation/éducation n'est pas représenté. Il a donc été prévu que le siège de RDC dans le Conseil soit un poste tournant. RDC est prêt à laisser sa place dès que souhaité. Cependant, ils ne voient pas pour le moment de nouveaux acteurs qui pourraient reprendre ce rôle. Par ailleurs, cette année est particulièrement stratégique avec la co-construction de la Stratégie Good Food 2.

Confirmation de l'engagement des membres

Les membres présents confirment leurs engagements au sein du Conseil.

3. Finalisation de l'évaluation de la stratégie (validation) – cf. slides 9 à 11

Une réaction écrite de Comeos a été transmise à Bruxelles Environnement pour qu'elle soit partagée lors du Conseil. Cela porte sur la partie du document d'évaluation traitant de l'impact de la crise COVID. COMEOS propose de ne pas intégrer de chiffres prospectifs sur le nombre de faillites dans le secteur de l'HoReCa. Vu l'aspect prospectif, le Conseil décide de retirer ces informations du document d'évaluation. Il y a aussi une mauvaise compréhension à la p.41 en matière d'inventus : le texte sera réexprimé.

Le Conseil félicite les administrations co-porteuses de la Stratégie Good Food pour le travail effectué.

L'évaluation de la Stratégie est validée par le Conseil.

Le document ne peut être diffusé avant le passage au gouvernement le 18/02/21.

RDC invite les membres du Conseil à faire circuler (à partir du 18/02) le document d'évaluation au sein de leurs réseaux afin de toucher un maximum d'acteurs de secteurs différents, vu l'ambition de la Stratégie Good Food 2.0.

BE note que l'invitation du 22/02 après-midi pour le lancement de la Stratégie Good Food 2.0 peut être diffusée. Cela est même encouragé afin de toucher de secteurs variés et des acteurs moins familiarisés avec la Stratégie Good Food.

Brulocalis propose de publier quelque chose sur l'évaluation. Bruxelles Environnement encourage cette démarche mais note qu'il faudrait tout d'abord que BE réfléchisse à comment communiquer sur le sujet. Les deux acteurs vont dès lors se coordonner.

4. Co-construction de la stratégie Good Food 2.0 (point de discussion)

Mode de fonctionnement au long de l'année et proposition de révision du ROI – cf. slide 12

Dans le ROI, certains processus sont bloquants. Le Conseil doit mandater les GT. Or, dans cette année de co-construction, il n'est possible d'attendre à chaque fois le prochain Conseil participatif pour lancer des GT. Il faut différencier la gouvernance de cette année spécifique et la mise en œuvre de la future stratégie. Nous parlons ici uniquement de 2021.

Il est donc proposé au Conseil de mandater les prestataires d'animation/accompagnement de la co-construction et les administrations pour venir avec des propositions concrètes à court-terme pour pouvoir prendre des décisions plus rapidement, tout en assurant une transparence et un système de validation du Conseil en accord avec le ROI. Le Conseil décide d'accorder ce mandat.

Par ailleurs, une page sur le portail GF a été créée pour l'évaluation et une autre pour le processus de co-construction de la Stratégie. Y seront repris le document d'évaluation, les études liées, les PV des différents groupes, les notes de proposition, un planning global sur l'année qui sera en évolution constante.

21 solutions lance les discussions en demandant aux membres du Conseil s'ils ont des préférences quand à certains modes de fonctionnement (mails, sondages...).

Brulocalis note qu'il n'est pas possible de demander des délais intenable aux membres, si on attend une réponse construite et collaborative. Il faut au moins 2-3 semaines pour l'appropriation, la digestion de l'information et faire des propositions. Les contacts directs (coups de téléphones) peuvent être utiles pour discuter ensemble de ce qu'il est possible d'obtenir des membres des fédérations dans les délais impartis et selon les attentes.

AIA note que la clarté de la demande est aussi un point important. Il faut que la formulation soit claire et qu'il soit bien indiqué de quelle matière il est question.

La **FDSS** note que les mails les plus courts avec des points d'attentions renvoyant éventuellement vers un outil collaboratif fonctionnent le mieux.

Le Conseil valide la proposition de mettre dans l'agenda 2021 les périodes où du temps de travail sera demandé au Conseil.

La **Fevia** appuie la proposition de mettre à l'agenda les moments où il va falloir consacrer du temps au Conseil ainsi que la proposition de fonctionner par échanges directs par téléphone.

Selon le **Rabad**, le plus précis la question, le plus facile il sera de prendre contact avec ses membres.

La **FBPSanté** note qu'il serait intéressant de se mettre d'accord sur un fonctionnement au sein du Conseil, notamment concernant les signes de mains que certains utilisent pendant les discussions ou certaines terminologies. 21 Solutions explique que « plussoyer » signifie « donner ou signaler son accord ; abonder dans le sens de quelqu'un ; souscrire à ses propos ». Par ailleurs, tourner ces mains vers le haut signifie être d'accord avec ce qui est en train d'être dit. A l'opposé, tourner ses mains vers le bas signifie ne pas être d'accord. 21 solutions note qu'il sera important également prochainement de mettre en place un cadre de sécurité afin de fixer des règles collectives pour s'assurer de l'absence de jugement lors de la prise de parole de chacun, le respect du timing, le respect du temps de parole,...

GT déjà prévus : présentation et discussions – cf. slides 13 à 15

Tout ce qui sera soumis à la co-construction est encore en co-construction au sein des administrations.

Concernant les GT, les prestataires pourront, soit aider à la préparation de certains GT mais sans y participer, soit aider à la préparation et participer aux GT, soit ne pas s'impliquer dans certains GT tout en facilitant l'échange d'informations entre les lieux de co-construction.

Concernant le social/santé, la **FBPSanté** se demande s'il faudrait créer un groupe spécialisé sur ce sujet ou plutôt imaginer cela de façon transversale. Le GT 1 "Emergence de solutions créatives et innovantes en comportement alimentaire" est clairement un GT transversal où le social/santé devrait être intégré.

BE note que le social/santé devra aussi être intégré dans le GT gouvernance avec les autres administrations régionales, communautaires, locales. Cependant, le fonctionnement reste à définir (Par GT ? Par thématique ?). Dans tous les cas, on ne fera pas l'économie d'un groupe qui aborde ces questions. BE note qu'il faudra décider de l'évolution de ce GT1 avec les acteurs qui y ont participé.

RDC note, qu'en tant que ex co-pilote du GT1, il n'avait pas été possible d'aller plus loin mais qu'il y a une volonté d'avancer sur ce sujet. Il faudrait créer un GT là-dessus car cela va dépasser le GT1 qui va continuer à avancer à son rythme. Les personnes intéressées sur cette thématique peuvent se coordonner entre eux. La **FDSS** est d'accord avec cette proposition de faire un nouveau GT.

La **Fédération bruxelloise des professionnel-le-s de l'agriculture urbaine** propose que les chercheurs du projet LAGUM soient intégrés dans ce GT car ils travaillent sur ce sujet, notamment à la définition de la multifonctionnalité. Pour information, pour nourrir les réflexions sur les définitions, **AIA** a réalisé un travail sur le sujet: http://www.agroecologyinaction.be/IMG/pdf/livret_vocabulaire_complet-2.pdf

La **Fédération bruxelloise des professionnel-le-s de l'agriculture urbaine** demande ce qu'il est entendu par l'évolution du GT « soutien à la multifonctionnalité de l'AU ». BEE explique qu'il n'est pas appelé à évoluer en tant que tel mais qu'un autre GT verra probablement le jour pour discuter du soutien à la multifonctionnalité avec d'autres administrations régionales, communautaires, locales...

Le Conseil acte le mandat du GT « fruitier ». Le Conseil accepte l'évolution du mandat du GT « circuit-court ».

Future présidence (février-juillet 2021) - cf. slide 16

Il est prévu dans le ROI que la présidence soit tournante et qu'il y ait un équilibre dans le temps entre les 3 piliers du Conseil. Théoriquement, le tour est donc aux pouvoirs publics. Une seule candidature de présidence a été reçue pour la période de février 2021 à juillet 2021. Le Conseil accepte la candidature de BEE.

RDC rappelle que la présidence est un rôle méta. Il faudrait énoncer en quoi consiste la présidence pour motiver les troupes. Il s'agit de représentation globale et pas seulement d'une fonction honorifique.

BE note que la candidature pour la deuxième partie de l'année (août 2021 à décembre 2021) est déjà énoncée afin de permettre aux membres de prendre le temps de se concerter en interne.

Ecores note que le président pourrait participer aux réunions prévues entre les prestataires et BE/BEE tout au long de cette année. BEE sera intégré pour cette première partie d'année. C'est important que ce soit également le cas en deuxième partie d'année car ce sera la période de convergence pour construire la future SGF.

AIA note qu'il est important de vraiment interroger et définir le mandat de cette présidence à la fois pour 2021, et pour la suite de la Stratégie 2.0. Solutions 21 note que le ROI actuel n'est pas extrêmement précis à ce sujet. Cela doit être mieux défini (sur base de l'existant, des besoins et éventuellement de ce qui sera mis en place cette année).

5. Agenda – cf. slides 17 à 18

22/02/21 PM : lancement de la SGF 2.0

Il est proposé de tenir 5 conseils en 2021, y compris le conseil d'aujourd'hui : 3 après-midi (janvier, mars, octobre) et 2 journées complètes (juin et novembre). La journée complète de juin sera une étape importante de ce processus de co-construction. Ce sera le moment de convergence des discussions qui auront eu lieu dans les différents groupes. L'objectif est de sortir ensuite une première ébauche de stratégie pour début juillet. Une journée sera également bloquée en novembre afin d'organiser des discussions en sous-groupes sur la stratégie. Cela sera néanmoins confirmé plus tard.

Suite à des indisponibilités dans les dates de Conseil proposées, BE proposera de nouvelles dates au Conseil. La date du 04/03 pour le prochain conseil est néanmoins déjà fixée.

BE reviendra vers le Conseil entre le 22/02 et le 09/03 avec les GT à lancer. La période la plus dense pour ceux qui voudront participer à différents groupes sera entre mars et juin 2021.